

DELIBERATION N° 2018-74

**SEANCE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DE L'UNIVERSITE NICE SOPHIA ANTIPOLIS**

DU 10 JUILLET 2018

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'UNIVERSITE NICE SOPHIA ANTIPOLIS

Vu le Code de l'éducation, notamment ses articles L. 711-1 et suivants,
Vu les statuts de l'UNS,
Vu le règlement intérieur de l'UNS,
Vu l'arrêté n° 11-2018 du 30 janvier 2018, portant délégation de signature du Président de l'UNS à M. Marc DALLOZ, Vice-président du Conseil d'Administration,
Vu l'avis de la Commission de la Formation et de la Vie Universitaire du 16 juin 2018,
Vu l'ensemble des pièces transmises aux membres,

Entendu l'exposé de M. Pascal CREMOUX, Directeur Administratif de la DEVE,

Valide la création d'une commission mixte unique Université Nice Sophia Antipolis UNS – Université Côte d'Azur UCA d'exonération des droits d'inscription sur critères sociaux, qui sera composée comme suit :

- **Le vice-président de la Commission de la Formation et de la Vie Universitaire (CFVU) de l'UNS ou son représentant,**
- **Le vice-président du Conseil Académique (Cac) d'UCA ou son représentant,**
- **Le vice-président étudiant,**
- **L'assistant social de l'UNS en charge de la présentation des dossiers,**
- **Un représentant parmi les élus étudiants de chaque instance, CFVU de l'UNS et Cac d'UCA (+ un suppléant par représentant),**
- **Un représentant parmi les enseignants ou enseignants chercheurs de chaque instance, CFVU de l'UNS et Cac d'UCA (+ un suppléant par représentant)**

Cette délibération est adoptée à l'unanimité des voix.

Membres en exercice : 36

Quorum : 18

Présents et représentés : **24**

Fait à Nice, le **16 JUILL. 2018**

CLASSEE AU REGISTRE DES ACTES SOUS LA REFERENCE : 2018-74

TRANSMISE AU RECTEUR : **19 JUILL. 2018**

Pour le Président de l'Université
Nice Sophia Antipolis et par délégation
Le Vice-Président du Conseil d'Administration

Marc DALLOZ

MODALITES DE RECOURS CONTRE LA PRESENTE DELIBERATION :

En application de l'article R. 421-1 du code de justice administrative, le Tribunal administratif peut être saisi par voie de recours formé contre la présente délibération, et ce dans les deux mois à partir du jour de sa publication et de sa transmission au Recteur, en cas de délibération à caractère réglementaire.